

ENJEU SÉCURITÉ - M. Darmanin à l'Intérieur, mensonges, bilan désastreux

LE 6 AOÛT 2024, dans le quotidien *La Provence* M. Darmanin clamait haut et fort : à Marseille, ailleurs aussi bien sûr, les opérations "Place Nette XXL" sont un succès... une police revigorée traque les bandits, etc. Or là, une Cour des comptes clairement agacée par l'aplomb mensonger du personnage, révèle la "Nette dégradation du nombre de policiers à Marseille" dans la période récente : 4 232 en 2016, 4 064 en 2023. Manipulateur comme d'usage, M. Darmanin trompétait en effet la quantité de policiers affectés à Marseille... mais taisait le nombre de ceux qui en perdaient. Avec, constate la Cour des comptes, un solde négatif sur les années-Macron, malgré "Marseille en grand" et tous les coups de com' de l'Intérieur.

Et s'il n'y avait que ça :

- On apprend récemment que les guerres de gangs ont provoqué 42 homicides au 1^{er} semestre 2024, + 32% sur 2021 (en gros, les années-Darmanin à l'Intérieur) ;
- Graves attentats-sabotages gauchistes/anarchistes sur les réseaux câblés de la SNCF et des fournisseurs d'accès au numérique (téléphonie, Internet) lors des Jeux Olympiques d'août 2024 : nulle arrestation jusqu'à présent ;
- Évasion du caïd Mohamed Amra lors d'une extraction de prison en mai 2024, deux gardiens tués, des blessés graves dans l'attaque à l'arme de guerre : nulle arrestation jusqu'à présent ;
- De 2020 à 2023, nombre désastreux de démissions ou de départs des forces de l'ordre ; police nationale, 10 840 démissions (plus 33% en quatre ans) ; gendarmerie 15 078 départs (+ 25%).

Son énorme coup de collier donné - avant, pendant et après - les Jeux Olympiques : sécurité assurée ; excellente prévention de la corruption et du dopage - bien mieux que lors des Jeux au Japon et au Brésil - l'appareil régalien retombe dans sa situation antérieure. Par sa com', M. Darmanin espérait sans doute capitaliser sur ce succès olympique et rebondir avec un nouveau ministère, l'Intérieur lui ayant juste servi de marchepied - eh bien, c'est raté.

Et voilà la situation sécuritaire dont héritent MM. Barnier et Retailleau (ce qui suit étant, preuves à l'appui, advenu en septembre-octobre 2024) :

- Les habitants des quartiers coupe-gorge n'en peuvent plus et le clament toujours plus fort ; de cela, quelques exemples pris dans une foule d'autres : ceux de Noisy-le-Sec "veulent plus de policiers" ... A Bordeaux-Sud, "Les riverains sont excédés par la délinquance"... À Montreuil, les habitants "veulent chasser les dealers de crack", etc.

- À Grande-Synthe, Limoges et d'autres villes encore, éclatent des émeutes : commissariats ravagés, policiers attaqués... "les forces de l'ordre deviennent les cibles des bandits" ;
- À Marseille, le chaos persiste : lycée professionnel attaqué au mortier, façade d'un collège "criblée de plomb" ; au-delà, "escalade de la violence" que contemplant, impuissantes, les autorités locales, réduites à radoter que "l'ordre républicain sera maintenu", ou à gémir que "Marseille n'est pas Chicago" ;
- Quartiers livrés aux criminels : Clermont-Ferrand "le quartier Saint-Jacques face à la terreur des dealers"... Pavillons-sous-Bois "Le nouveau quartier envahi par les trafiquants de stupés"... Reims-Banlieue "Exaspération générale à cause des rodéos sauvages"... Grenoble, "dans la spirale de l'ultraviolence" du fait d'une "guerre des gangs"...
- À Rennes, Nice, Sevran, Nevers et en Corse, fusillades entre diverses espèces de malfaiteurs ; tandis que des bandits Turco-Kurdes s'entretuent dans l'Est du pays.
- La France naguère paisible livrée au pillage : vols de vélos par quantités industrielles (en 2023, un vélo volé par minute selon des associations de cyclistes) ... Vols à répétition dans les hôpitaux... Pillage des églises et chapelles... multiplication des vols de chiens de compagnie... jusqu'aux vols des fauteuils roulants de sportifs handicapés !

Pour quelques pimbêches-bobo médiatiques, ce ne sont là que méprisables faits divers affectant la plèbe. Mais bien sûr, un gouvernement sérieux ne peut s'en tenir à ces sottises - la plèbe conservant jusqu'à nouvel ordre son droit de vote. Tout pouvoir doit considérer que, sondage après sondage - les récents, plus stridents encore - la *vox populi* demande que cessent le bazar, les mensonges et autres propos apaisants-lénifiants. Constamment ces dernières années, de sept à parfois neuf sondés sur dix demandent à vivre dans une France en paix, débarrassée de clandestins n'ayant nul droit ni raison d'y subsister.

Après les déclarations positives, l'heure du passage à l'acte est venue pour le pouvoir. ■